

le Pacifique Canadien se serait soudé aux chemins américains au Sault-Sainte-Marie. Dans sa réplique, M. Masson fut écrasant de force et de logique. Racontant à grands traits une page d'histoire contemporaine, il déclare à ses adversaires que le plan qu'ils attribuent à Cartier appartient à sir Hugh Allan ; puis, ouvrant devant la chambre un journal où il consigne les événements de chaque jour, il lit le compte-rendu d'une conversation qu'il a eue sur la question du Pacifique avec Cartier, un soir de discussion. Sa voix vibrante rapportait mot pour mot les paroles de son ami, qui voulait une voie ferrée de Halifax à Burrard-Inlet par le nord du lac Népigon, où l'on trouverait des terres fertiles, un climat moins rigoureux que celui de la province de Québec, une immense région qui attendait des colons. Dans le silence de la chambre, saisie par cette révélation, il nous semblait, au milieu de cette évocation, entendre une voix d'outre-tombe, une voix vengeresse de la vérité et de l'honneur d'un grand citoyen, mort en rêvant pour son pays et les siens les plus hautes destinées.

C'est vers cette époque que le parlement eut à décider une question de la plus haute importance pour le Canada. De 1874 à 1878, une crise commerciale et agricole sans pareille s'abatit sur le pays. De toutes parts, on cherchait des remèdes à la situation : les uns préconisaient la politique du laisser-faire, du laisser-passer ; les autres prétendaient que, si nous protégeions par un tarif modéré l'industrie nationale, nous pourrions retenir notre argent au pays en empêchant les Américains d'inonder nos marchés de leurs produits. C'était un changement radical dans la politique canadienne, car nous avions toujours penché vers le libre-échange. John A. Macdonald, Cartier, Cauchon, Galt étaient des libre-échangistes. Mais les principes de l'économie politique sont loin d'être absolus, et les circonstances se faisaient plus fortes que les théories de Mill et de Bastiat. M. Masson prit une part active à la discussion au parlement et devant le peuple, s'efforçant de montrer la nécessité de protéger nos manufactures contre la concurrence étrangère. On sait ce qu'il advint de la lutte ; entre le gouvernement qui se renfermait dans une politique de non-intervention, et l'opposition qui promettait une ère nouvelle, le peuple, qui attendait plus de fruits de la protection qu'elle n'en pouvait donner, abandonna M. Mackenzie aux élections générales de 1878, et lord Dufferin dut appeler sir John A. Macdonald à former une nouvelle administration. M. Masson était alors en Europe ; et ce n'est